



# Presse Internationale

mensuel – n°48 – mai 2007 - 1€ (soutien 2€)

## LCT

### LIGUE COMMUNISTE DES TRAVAILLEURS

*section belge de la  
Ligue Internationale des Travailleurs - IV Internationale*

www.litci.org - lct.cwb@gmail.com

« *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* », K. Marx

éd. resp. : Jan Talpe - rue de l'Elan, 73, B10 - 1170 Bruxelles

1<sup>er</sup> mai 2006 : des centaines de milliers d'immigrés descendaient dans la rue aux Etats-Unis



#### **Elections législatives :**

Quelle perspective pour les travailleurs ? p.3

#### **France :**

Ni Sarko ni Ségolène - La mobilisation ! p.4

#### **Union européenne :**

50 ans de lutte de classes p.5

#### **Aussi dans ce numéro :**

**Edito :** 1<sup>er</sup> mai, une journée de lutte p.2

**Impérialisme français :**  
Sommet Afrique-France p.9

**Courrier International :** 1<sup>er</sup> mai p.11

**Iran :** campagne de solidarité p.16

**Internationale :**  
La LIT-QI et la CITO se réunifient p.17



La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. Nous revendiquons la grande révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La Ligue Internationale des Travailleurs a actuellement des sections dans 17 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

## Le Premier Mai : une journée de lutte !

Depuis sa naissance, notre syndicat « chrétien » ne veut rien savoir de la journée mondiale de lutte des travailleurs, mais notre syndicat « socialiste », qui dans ses premières années mobilisait ce jour ses membres dans une grève parfois durement réprimée par les patrons, s'est finalement mis d'accord avec la bourgeoisie pour que cette journée soit la « fête » des travailleurs, et une occasion pour ses politiciens de « parler » de socialisme et de chanter l'Internationale. Depuis l'année passée, la FGTB a avancé un pas de plus dans cette direction, en faisant appel à cette même bourgeoisie pour sponsoriser la « fête ». Philippe Van Muylder, le secrétaire générale de la FGTB Bruxelles, prétend « *renouer avec un tradition populaire* » avec l'aide de deux compagnies d'assurances, P&V et Delta Lloyd, et selon lui « *nous sommes partis pour un partenariat à long terme* ».

Mais qu'avons-nous à fêter au juste ? La restructuration de VW, avec la perte d'un bon milliard d'emplois, alors que ceux qui restent doivent travailler gratuitement 3 heures de plus par semaine pour cette multinationale ? Le pacte de génération, qui s'attaque aux fins de carrière ? L'accord interprofessionnel et la plus grande flexibilité du travail ? La différence salariale de 15% entre les hommes et les femmes ? La 'chasse' aux chômeurs ? Une diminution supplémentaire des charges patronales ? L'enfermement et l'expulsion de sans-papiers et de leurs familles ? Ou peut-être les cinquante ans de l'Union européenne : 50 années durant lesquelles les bourgeoisies nationales ont sans relâche attaqué tous les acquis sociaux gagnés par la classe ouvrière ?

Non, les travailleurs belges n'ont décemment rien à fêter mais, au contraire, de très bonnes raisons de lutter. Et ils le font ! Car si on ne peut aujourd'hui se réjouir de grandes victoires de la classe ouvrière, ce n'est pas par manque de combativité de cette dernière. Le pacte des générations a été imposé malgré deux grandes grèves générales qui furent finalement détournées par le patronat avec l'aide de ceux-là même qui nous demandent aujourd'hui de faire la fête : les directions syndicales. Même chose

pour la restructuration de l'usine VW, où, malgré les dispositions à la lutte, les directions syndicales n'ont pas jugé bon d'organiser d'assemblées générales et ont contribué à la division des travailleurs, notamment par rapport aux sous-traitants. De même, les travailleurs sans papiers luttent depuis maintenant plus de trois ans pour obtenir ce qui peut paraître un simple papier mais qui signifie en réalité un travail digne, l'accès à un logement, la fin de la peur constante d'une arrestation et d'une expulsion, souvent accompagnée d'une incarcération plus ou moins longue dans un centre fermé.

Partout dans le monde aussi, il n'y a rien à « fêter ». C'est plutôt, comme disait Lénine, une époque de guerres et de révolutions. C'est une occasion de rappeler la lutte du peuple irakien contre l'occupation, des étudiants et travailleurs français contre le CPE, du peuple libanais contre l'invasion sioniste, et de bien d'autres encore.

D'autre part, le Premier Mai ne doit pas être seulement une journée de commémoration des luttes passées : il doit également être l'occasion d'initier des discussions de fond sur les combats à venir, ceux pour la diminution du temps de travail sans perte de salaire, pour la régularisation de tous les sans-papiers, contre les privatisations des services publics et la précarisation croissante des conditions de travail ou pour la sauvegarde de nos pensions. C'est le moment aussi de s'interroger sur les perspectives de la lutte de notre classe, ici et dans le monde. Nous y revenons dans une contribution du Secrétariat Internationale de la LIT-QI pour cette occasion.

Il nous reste à inviter tous les travailleurs de Bruxelles et alentours à participer à la manifestation qui aura lieu ce premier mai au départ de Saint-Gilles. Une manifestation unitaire parce qu'avec ou sans emploi, avec ou sans papiers, hommes ou femmes, nous sommes tous de travailleurs : nous n'avons pas de *capital* pour gagner sa vie en faisant travailler les autres, nous n'avons que notre propre force de travail. Voilà ce qui nous uni et nous oppose définitivement au patronat et au gouvernement à son service.

## Quelle perspective pour les travailleurs ?

### PS-Ecolo

Le Premier Mai 1999, les « Socialistes » étaient au gouvernement depuis dix ans. En vu des élections du 13 juin de cette année, Elio Di Rupo profitait de la Journée des Travailleurs pour alerter : « Si c'est la droite ou le centre-droit qui gouverne après le 13 juin, ils nous confisqueront tout le bénéfice de nos efforts ».<sup>1</sup>

Le lendemain des élections, les libéraux reviennent effectivement, mais c'est bien en compagnie de PS-SP-Agalev-Ecolo qu'ils vont mener la barque.

Quatre ans plus tard, Di Rupo sort gagnant du scrutin, au point que c'est lui qui est invité par le Roi pour présenter les possibles formations pour gouverner le pays, mais il cède gentiment la place au « libéral » Verhofstadt et la cohabitation peut continuer, cette fois sans les Ecolos, qui avaient payé cher leur politique opportuniste. Di Rupo peut tranquilliser les patrons flamands en promettant qu'ils « continueront à éradiquer les abus, à chercher l'efficacité maximale des fonds investis dans la Sécu ».<sup>3</sup>

Encore quatre ans plus tard, Ecolo voudrait-il bien reprendre quelques postes de ministre. Jean-Michel Javaux déclare sans broncher qu'il n'a rien à voir avec les autres partis... étant donné qu'il les soutient tous ! « Ecolo est à gauche. Clairement ! Le seul ni-ni que j'admets, c'est qu'il n'est ni PS, ni MR, ni CDH. [...] Ecolo, en octobre, s'est autant allié au PS qu'avec MR et CDH. »<sup>4</sup>

Entre-temps, « le pays » (c'est à dire les bénéficiaires des entreprises) va très bien, mais les conditions de vie des travailleurs s'empirent. Les libéraux se chargent de gérer l'économie, les « socialistes » de convaincre les travailleurs qu'il faut bien accepter quelques sacrifices pour cela, et les Ecolos qu'il faut avoir confiance dans quelques parlementaires « progressistes ».

### A gauche de PS-Ecolo

Face à ce triste spectacle sont apparues des initiatives dans différents partis de la gauche radicale avec un dénominateur commun : « à gauche du PS et

d'Ecolo ». Cette préoccupation répond à un réel besoin de changement, accompagné d'un ardent désir, très justifié, de l'unité autour de la défense des intérêts des travailleurs.

D'emblée, toutefois, les initiatives ont été placées sous le signe du jeu parlementaire de la bourgeoisie, et l'unité était conçue comme une coalition entre différents groupes pour renforcer les chances d'obtenir des sièges, plutôt que l'unification des luttes qui devraient trouver une expression politique commune sur ce scénario parlementaire, comme s'était le cas lors de la présentation de la liste DEBOUT aux élections européennes de 1999.

Les élections communales d'octobre 2006 devaient servir de test pour mesurer un peu les forces respectives. Passé ce cap, se présentait alors la tâche difficile de la mise en commun des intérêts... des différents groupes de la gauche radicale. Le PTB, fort de son succès en octobre et après avoir essayé en vain de débaucher Jef Sleenckx, la figure de proue de la campagne du LSP/MAS, a vite concentré ces efforts pour obtenir une place au sénat pour un médecin du peuple. Pour le PTB, il s'agit maintenant de devenir « le plus petit des grands partis [de la bourgeoisie], et non plus le plus grand des petits partis. » Il s'agit de conquérir « un potentiel de 10 % des électeurs à gauche du PS et d'Ecolo ». Le programme est défini selon ce qui apporte des voix : des enquêtes doivent définir ce que les gens veulent, après quoi, ces « gens » n'ont qu'à voter pour le PTB pour que celui-ci se charge de combler ces aspirations. Le PTB défend ouvertement de vouloir participer au gouvernement, en collaboration de classes avec la bourgeoisie, dans les communes où son score électoral le permet, comme à Hoboken où « Nous sommes des gens responsables [...] l'ingouvernabilité des districts n'est pas une option. »

Le LSP/MAS et la LCR (ex-POS) veulent suivre l'exemple de Lula au Brésil (qui défend les intérêts de la multinationale Petrobras, envoie des casques bleus contre le peuple haïtien et réprime

le paysans qui veulent leur terre), de Rifondazione Comunista en Italie (qui participe maintenant dans le gouvernement de Prodi et soutient l'envoi de troupes en Afghanistan) et de Izquierda Unida en Espagne (qui soutient Zapatero). Dernièrement, ils rappellent avec éloge le succès d'un autre « parti des travailleurs », le Socialistische Partij aux Pays-Bas, un parti pour lequel « Les demandeurs d'asile qui n'ont pas de droit de réception aux Pays-Bas doivent rentrer chez eux » et qui soutient la colonisation aux Caraïbes par les Pays-Bas.<sup>5</sup>

### Le besoin de notre classe

Les initiatives pour « l'unité de la gauche », Comité voor een Andere Politiek (CAP) et Union pour une Autre Gauche (UAG), soutenues respectivement surtout par le LSP/MAS et la LCR (ex-POS), sont le reflet d'un besoin d'unité parmi les travailleurs, mais elles n'arrivent pas à formuler un programme commun clair, au-delà de certaines expressions vagues « anti-capitalistes », vite oubliées - pour ne pas dire rejetées - par des figures de proue du mouvement.

L'importance donnée à l'obtention de sièges et à la participation de « personnages rassembleurs » issus du monde parlementaire ou des professions libérales, sans racines dans les grandes luttes ouvrières, mène ces initiatives à l'im-passe.

Il y a dans notre classe un besoin urgent de changement dans cette société capitaliste cruelle. C'est ce qui pousse beaucoup de travailleurs à chercher une alternative hors des formations classiques présentes au parlement. C'est sur cette base du besoin de l'unité que tant le CAP comme l'UAG ont créé des espoirs parmi beaucoup de militants.

Nous accompagnons ces aspirations, mais nous n'accompagnons pas les fausses recettes présentées.

« Lorsqu'on décide de participer aux élections, il faut toujours indiquer clairement le but que l'on poursuit. La tâche principale ou plutôt préliminaire de l'Opposition est de briser le mur entre nous

et la classe ouvrière communiste organisée et de gagner la confiance des ouvriers révolutionnaires. »<sup>6</sup>

Le changement ne viendra que par **l'organisation des travailleurs dans les luttes**, ce qui exige, en premier lieu, un combat incessant contre les fausses directions, la bureaucratie qui contrôle nos organisations syndicales comme fidèles serviteurs de la bourgeoisie, qui bloque systématiquement toute initiative de mobiliser démocratiquement les travailleurs et d'unir les luttes.

« *Le parlement est un produit du développement historique, que nous ne pouvons éliminer tant que nous ne sommes pas suffisamment forts pour dissoudre cette institution bourgeoise. [...] Le moyen dont la bourgeoisie se sert dans la lutte doit être aussi utilisé par le prolétariat, dans des buts tout autres évidents.* »<sup>7</sup>

Il ne s'agit pas d'unir « la petite gauche » à partir d'accords électoraux sans programme clair de perspective de classe. Il ne s'agit pas d'élaborer des manœuvres plus au moins habiles pour avancer une figure de proue qui peut

« attirer des voix », que ce soit un ex-parlementaire ou une candidate à Miss Bruxelles, au-delà de toute expérience passée et présente dans les luttes des travailleurs.

La campagne électorale est en marche. A part de répartir les postes parmi les différentes formations bourgeoises, elle veut surtout inculquer aux travailleurs qu'ils sont tous « des citoyens », qui décident du futur « du pays » en choisissant de temps en temps ceux qui vont perpétuer leur exploitation.

Nous invitons tout d'abord à rejeter toute collaboration avec les partis de la bourgeoisie - y compris ceux qui portent encore le nom de « socialiste » ou qui leur font confiance pour gouverner ensemble (comme Ecolo) - que ce soit en participant à leurs listes ou en votant pour ceux qui s'y trouvent.

Cela étant dit, nous invitons à voter des travailleurs, qui ont montré dans la lutte de tous les jours de quel côté de la barrière de classe ils se trouvent, peu importe sur quelle liste de la gauche radicale ils ont l'opportunité de se présenter.

\*\*\*

Nous ne sommes pas des « citoyens », sur pied d'égalité avec les banquiers et les patrons face au « verdict des urnes ». Nous ne sommes pas que des « gens », sans classe. Nous sommes des travailleurs car nous n'avons pas de « capital » pour nous enrichir en faisant travailler les autres. Nous faisons partie d'une classe avec des intérêts diamétralement opposés à ceux d'une autre classe. Nous défendons les intérêts d'une classe, la seule qui peut offrir une perspective pour l'humanité.

Comme disait Karl Marx :

« *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes !* »

<sup>1</sup> Et quels efforts ! Di Rupo, vice-premier ministre en charge des entreprises publiques, avait pu céder 49% de la Sabena à Swissair en 1995 et 50% moins une action du capital de Belgacom au privé en 1996.

<sup>2</sup> Leur score électoral avait baissé de moitié.

<sup>3</sup> Le Soir 02/06/2004 <sup>4</sup> Le Soir 15/03/2007

<sup>5</sup> Voir PI 45

<sup>6</sup> Trotsky, juillet 1930

<sup>7</sup> Lénine, Discours sur le parlementarisme 02/08/1920 - nous soulignons !

## Travailleurs : votez travailleur !

### Pour un Parti des Travailleurs (PT) en Belgique ?

La tactique, chère au LSP/MAS (et à son organisation internationale, le Comité pour une Internationale Ouvrière - CIO), de créer un « Parti des Travailleurs » avec un programme « ample », capable de rassembler les travailleurs autour de quelques axes fondamentaux, et dans lequel le parti révolutionnaire travaillerait pour gagner les travailleurs pour le programme socialiste, n'est pas neuve.

Au Brésil en 1979, au lendemain de la dictature et dans l'effervescence démocratique, **des milliers de travailleurs, de paysans et de jeunes ont commencé à construire un parti ouvrier, indépendant de la bourgeoisie : le Parti des Travailleurs (PT)**. Avec ce mouvement populaire massif, **ancré profondément au sein de la classe ouvrière** et très progressiste, naissait aussi quelque chose d'extrêmement régressif : une direction bureaucratique, celle de Lula et son courant, qui voulait construire un parti indépendant pour collaborer avec la bourgeoisie. Convergência Socialista, le parti qui deviendra le PSTU (section brésilienne de la LIT-QI), qui avait proposé le manifeste d'appel, a continué loyalement à construire le PT en défendant une alternative d'opposition de classe, en respectant - et en défendant - la démocratie ouvrière, mais sans jamais s'abstenir de dénoncer le caractère bureaucratique de la direction de Lula.

Le MAS/LSP croit avoir trouvé la possibilité d'une telle tactique en Belgique, avec le Comité pour une Autre Politique (CAP). Et il prend comme exemple un parti dans laquelle participe Offensief (l'organisation du CIO aux Pays Bas), le Socialistische Partij. Après le grand succès électoral de ce dernier en novembre 2006, « *Le Comité pour une autre politique (CAP) a pour but de créer un parti qui jouerait un rôle analogue en Belgique* » ([www.lsp-mas.be/mas/](http://www.lsp-mas.be/mas/), 30/12/2006).

Laissant de côté le fait - très important - que les initiatives du SP et du CAP sont axées principalement sur une participation électorale, voici quelques points du programme du SP hollandais (voir PI n°45) : « *Les demandeurs d'asile qui n'ont pas de droit d'accueil aux Pays-Bas doivent rentrer chez eux* », ou encore « *Le terrorisme doit être combattu énergiquement, entre autre par une meilleure collaboration internationale des services de renseignement* ».

D'autre part, selon Jan Marijnissen, le président du SP, « *le prochain gouvernement devra mettre tout en œuvre pour rétablir la confiance dans la démocratie [bourgeoise !]* ». Dans la commune de Nijmegen, où il est au pouvoir, le SP a voté pour la libéralisation des transports en commun locaux et la vente d'habitations sociales anciennement mises en location.

Peut-on vraiment présenter cela comme exemple aux travailleurs pour construire leur parti de classe ?

Nous ne le croyons pas !

### Ni Sarko ni Ségolène - La mobilisation !

Ce dimanche 22 avril en France, des millions de travailleurs se sont mobilisés massivement pour aller voter, 85% de ceux qui avaient les papiers nécessaires pour le faire, du jamais vu depuis des décennies. Pour une partie de ces électeurs, il s'agissait d'empêcher l'extrême droite de faire une nouvelle percée comme en 2002. Cette question du « vote utile » se pose avec encore plus d'acuité au second tour. Pour nous, toutefois, ni Nicolas Sarkozy (avec 30,93%), ni Ségolène Royal (avec 25,51%) sont une alternative pour les travailleurs.

Sarko, qui vient de la majorité gouvernementale sortante, a proposé, entre autres, le Contrat de Première Embauche (CPE) qui a réveillé la colère des jeunes et des travailleurs. Malgré l'impressionnante mobilisation, le gouvernement a mis en application le Contrat de Nouvel Embauche (CNE) qui est un des reculs importants dans les conditions de vie de notre classe, une attaque importante du patronat français. Le gagnant du premier tour a d'ailleurs, dans sa campagne, adapté son programme pour chercher délibérément une partie de l'électorat de Le Pen, qu'il a obtenu. Et s'est sans surprise que Le Pen conseille de voter pour lui au second tour. Nous sommes, manifestement, en présence d'une percée de la droite, un secteur de la population qui - faute de perspective réelle - opte pour des solutions sécuritaires et xénophobes et de répression contre la « racaille ».

*Mais Ségolène, entend-t-on, elle, elle fera autre chose, elle à un autre projet.* Quel est donc cet « autre projet » que propose la candidate social-démocrate ? Au-delà des beaux discours, regardons d'abord les faits. Ces « socialistes » ont

non seulement été complices de tous ces plans de précarisations mais surtout ils participent à l'application des politiques néo-libérales dictées par l'Union Européenne depuis plus de 20 ans. Ce sont ces politiques qui sont responsables de la privatisation des services publics, de la baisse du pouvoir d'achat et de l'ensemble des attaques envers nos droits, si chèrement acquis dans la lutte de nos parents et grands-parents. La casse sociale dans un emballage « socialiste », voilà ce que Ségolène propose ! Les « socialistes », depuis Mitterrand jusqu'à nos jours, n'ont pas une politique d'opposition à la bourgeoisie. Ils ne sont même pas « le moindre mal ». D'autre part, ils jouent un rôle précis dans toute cette politique de la bourgeoisie, celle de « vendre » les attaques contre les acquis des travailleurs, sous le couvert du drapeau qui, pendant un siècle, a été celui de la lutte pour les acquérir.

Cette polarisation entre la « droite » et la « gauche » n'est pas un phénomène limité à la France. C'est la politique formulée déjà à Lisbonne en 2000, que la bourgeoisie européenne essaye d'appliquer, par des gouvernements de « gauche » ou de « droite » mais toujours derrière la même politique. Et le l'essentiel de sa politique est de s'appuyer sur les directions bureaucratiques des syndicats et les formations politiques qui se présentent comme « de gauche », pour dévier les luttes des travailleurs.

Face à cela, la gauche radicale a eu un certain écho dans la population,<sup>1</sup> ce qui est encourageant. Mais il est inquiétant que ces formations (sauf le PT) appellent déjà à faire barrage à Sarkozy

au second tour... en appelant à voter pour Ségolène Royal.

Pour nous, le rôle des révolutionnaires est d'utiliser le climat d'intense discussion politique entre les deux tours pour dénoncer le jeu électoral de la bourgeoisie, y compris le rôle spécifique des « socialistes », et d'appeler plus que jamais à s'organiser dans le combat de tous les jours, dans les mobilisations,



contre les politiques néolibérale de destruction de nos acquis, que se soit avec les mots de la droite dure de Sarko ou avec un emballage « socialiste de Royal » ! **Au second tour, il faut dire NON, aussi bien à Sarko comme à Ségolène, le même NON qui a su rassembler la majorité de la population française contre le projet de constitution européenne.**

<sup>1</sup> LCR : 4,19%, PCF : 1,92%, Vert : 1,57%, LO : 1,38%, Alter mondialistes : 1,33%, PT : 0,35 %

**Aucune confiance dans les partis de la bourgeoisie qu'ils soient de droite ou de la social-démocratie !**

**Construisons dans nos luttes l'outil pour mettre en échec les politiques de casse sociale de l'impérialisme européen !**

## 50 ans de lutte de classes

*« Si aujourd'hui nous pouvons célébrer cette fête ici à Berlin, c'est parce qu'il y a un demi siècle, quelques hommes politiques européens ont décidé de créer une œuvre de paix européenne sans précédent (...). L'ère de la mondialisation nous montre de manière de plus en plus évidente que la décision pour l'Europe était et est aussi une décision en faveur d'un certain mode de vie. Elle était et est une décision en faveur de notre mode de vie européen. Elle concilie réussite économique et solidarité sociale. »*

Ce discours d'Angela Merkel, présidente du Conseil de l'Europe lors de la célébration du 50<sup>ème</sup> anniversaire du Traité de Rome, qui a institué en 1957 la Communauté Economique Européenne, ravive les « mythes fondateurs » de l'Europe, mythes qui sont rappelés avec insistance à chaque rencontre entre dirigeants européens. L'Europe serait d'abord une Europe pacifiste, visant à garantir une cohabitation « harmonieuse » entre les peuples, un espace dans lequel la liberté absolue du détenteur de capitaux serait définitivement conciliée avec les droits - voir le bien-être - des travailleurs. Il n'y aurait que quelques nostalgiques qui pensent encore que le capitalisme ne peut mener qu'à davantage de barbarie et de misère.

Les deux guerres mondiales, avec leurs dizaines de millions de morts, n'auraient été que de graves erreurs, des erreurs de « jeunesse » en sorte, d'une Europe encore trop immature, auquel Jean Monnet, Robert Schuman et quelques autres illustres « pères fondateurs » auraient mis fin une fois pour toutes. La « vraie nature » de l'Europe, celle d'une civilisation dynamique et humaniste, aurait enfin trouvé le moyen de se dévoiler, à travers les traités successifs qui vont fonder l'Europe telle qu'on la connaît aujourd'hui. Elle aurait été et serait toujours un modèle pour toutes les nations à la recherche du progrès.

Voilà la propagande qu'on nous répète inlassablement sur les bancs de l'école primaire et secondaire, dans la presse bourgeoise et les universités, ainsi que dans les discours des dirigeants politiques pour justifier l'envoi de « soldats de la paix » partout dans le monde et garantir la survie de cet havre de bonheur pour tous les « citoyens ».

### Les acquis des travailleurs européens

Ces mythes se sont construits sur une certaine réalité : celle d'une Europe où effectivement dans de nombreux Etats, la classe ouvrière a conquis des droits et protections beaucoup plus importants que dans le reste du monde. Face à la peur de la contagion communiste après la deuxième guerre mondiale, dans un contexte où le mouvement ouvrier avait acquis un rapport de force particulièrement favorable après un siècle de luttes pour l'amélioration des conditions de vie et de travail, le patronat et les dirigeants politiques de plusieurs pays européens ont vu l'intégration des organisations ouvrières dans la structure de l'Etat, et l'ouverture vis-à-vis de certaines de leurs revendications, comme un moindre mal.

Le moment était également propice : la « reconstruction » de l'Europe, détruite dans la guerre, dynamisait l'économie ; les entreprises trouvaient de nouvelles opportunités pour accroître leurs taux de profits ; les colonies et les termes d'échange particulièrement inégaux avec les pays « sous-développés » garantissaient aux entreprises des matières premières à très bas prix ; les cadences infernales du travail à la chaîne permettaient des gains permanents de productivité ; de la main d'œuvre bon marché était importée pour extraire le charbon des mines.

La lutte tenace des travailleurs, pendant et après la guerre, a obtenu la mise en place, surtout dans les pays du Nord de l'Europe, ce qui sera appelé l'Etat Social ou l'Etat Providence. Un certain rapport de force ainsi créé entre les classes sociales a permis aux travailleurs d'imposer la redistribution d'une partie de la richesse, un usage plus démocratique de services publics, des avancées en matière de protection so-

ciale (assurance-chômage, assurance soins de santé, pensions...), la reconnaissance de certains droits collectifs (droit de grève, représentation syndicale dans les entreprises, ...).

### L'Europe des capitalistes...

Toutefois, c'est dans le cadre des Etats-nations que ces acquis se sont développés. L'Europe n'a pas été créée pour les consolider, bien au contraire. Déjà depuis la constitution de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (Paris 1951), la bourgeoisie de la France, de l'Allemagne et du Benelux ont voulu renforcer le pouvoir des capitalistes par la création d'un libre marché pour ces marchandises, plaçant la libre concurrence comme principe suprême devant guider les législations nationales. Tout au long d'une série de traités comme celui de Rome, il y a 50 ans, et celui de Maastricht instaurant la monnaie unique dans une partie du continent, tout au long des grandes déclarations, que ce soit à Lisbonne ou à Bologne, l'Europe a été et continue à être l'instrument principal des classes dirigeantes pour renforcer l'hégémonie du capital par une offensive systématique contre les acquis des travailleurs. Pour ceux-ci, les directives du Conseil et de la Commission de l'UE se révèlent d'abord comme l'organe de concertation entre le patronat et les dirigeants pour approfondir les attaques contre leurs droits.

Voyons quelques exemples. L'interdiction du travail de nuit a été une des premières revendications ouvrières et en 1906, les travailleurs ont pu l'imposer pour les femmes dans une convention internationale. Cette convention sera reprise après la première guerre mondiale par l'Organisation Internationale du Travail (OIT). Après la chute du Mur de Berlin cependant, le patronat européen veut se débarrasser de cette interdiction. En 1991, le direc-

teur des Affaires sociales de la Commission européenne demande aux États membres de dénoncer la convention de l'OIT au prétexte qu'elle serait en contradiction avec la directive européenne de février 1976 portant sur l'égalité de traitement entre hommes et femmes. La Cour de Justice européenne avait rendu un arrêt dans ce sens. Loin d'étendre cette conquête aux hommes, « l'Europe » la retire pour les femmes, sous prétexte de « l'égalité ».

Un exemple plus récent est celui de la révision de la Directive sur le temps de travail. Pendant un siècle, la réduction collective du temps de travail sans perte de salaire a été un objectif central des luttes ouvrières pour récupérer du temps libre et, par ce biais, une partie de la richesse créée grâce à l'augmentation de la productivité. C'est surtout à partir de la deuxième moitié du 20<sup>ème</sup> siècle que les travailleurs ont pu obtenir effectivement une réduction du temps passé au travail (la journée de 8 heures, l'augmentation des congés payés, la limitation des heures supplémentaires, ...). Actuellement, dans le cadre d'une offensive générale aux droits des travailleurs, le patronat s'attaque particulièrement au temps de travail. Sarkozy, en campagne électorale, martèle que les « 35 heures » doivent être un minimum, et veut donner la « liberté » à chaque travailleur... de travailler plus. Partout dans le monde, le mouvement d'allongement du temps de travail gagne en ampleur.

La directive adoptée en 1993 par l'UE va dans ce sens. Si elle prévoit une durée hebdomadaire de travail de 48 heures calculées sur 4 mois, les flexibilités prévues laissent une marge de manœuvre immense pour les employeurs : la possibilité de négocier des dérogations à cette limite via des accords individuels dans l'entreprise. De fait, plus de 4 millions de travailleurs britanniques auraient actuellement des semaines de plus de 48 heures. En 2004, la Commission propose de ne pas considérer les périodes d'inactivité sur le lieu de travail comme du temps de travail (temps de garde), et d'étendre la période de référence pour le calcul de la semaine moyenne de travail de 48 heures maximum à 12 mois au lieu de 4, ce qui permettrait aux patrons d'imposer des semaines de 70 heures dans certaines

périodes et de laisser les travailleurs chez eux quand les commandes font défaut. L'Europe impose ainsi un grand recul.

Cette politique de la bourgeoisie européenne, soigneusement préparée par le principal lobby patronal, la Table Ronde des Industriels Européens (ERT), en concertation avec une institution plus officielle, le Groupe Consultatif sur la Compétitivité (GCC - fondé en 1995), a été proclamée haut et fort dans la « Stratégie pour l'emploi » lors du sommet de Lisbonne en 2000. Sous le beau mot de « compétitivité » est érigée en norme suprême que les entreprises européennes doivent faire davantage de bénéfices en contrôlant mieux le principal obstacle : la rémunération de la force de travail. Les dirigeants s'attaquent à quatre secteurs pour les soumettre entièrement à cet objectif : les services publics, l'éducation, le droit du travail et la protection sociale. On ne parle plus de « service public » mais d'« entreprise d'intérêt général » qu'il faut « mettre en concurrence sur le marché ». Il s'agit de démanteler les protections sociales, d'abaisser les coûts du travail, entre autres par l'abaissement des charges sociales et fiscales, de détruire les systèmes de pension publics, de généraliser la précarisation et la flexibilisation de l'emploi via la suppression des obstacles au développement du travail intérimaire et du temps partiel. La directive Bolkestein sur les services doit niveler par le bas les conditions de travail et de salaire dans toute l'Europe des 28. La cour de justice européenne veille sur le respect de ces sacro-saintes lois de la concurrence. Et tout cela devait finalement être consacré juridiquement dans une Constitution Européenne.

### **...mise en oeuvre dans chaque pays**

Les gouvernements des États membres se sont efforcés d'appliquer ces mesures « dictées par l'Europe ». Après le traité de Maastricht (qui institue l'Euro), le Premier ministre Dehaene nous disait qu'il fallait bien que les travailleurs fassent quelques sacrifices pour garantir la « norme européenne » des 3% maximum de déficit. Actuellement c'est le plan Vandembroucke qui intensifie le contrôle des chômeurs et leur retire l'allocation sous prétexte qu'ils sont coupables de ne pas « trouver » un emploi alors que les patrons en détrui-

sent de façon massive. C'est le Pacte entre les Générations qui augmente l'âge de la pension et la durée de carrière, les réductions successives des charges patronales, la privatisation progressive des services de placement en donnant plus de place à l'intérim,...

En Allemagne, les lois Hartz, mises en place par le « socialiste » Schröder sous une coalition rouge-verte, constituent la réforme la plus importante du marché du travail de l'histoire du pays : privatisation des agences de placement, possibilité de déroger aux conventions collectives de travail pour le travail intérimaire, obligation pour le chômeur d'accepter un emploi sur tout le territoire de l'Allemagne fédérale, limitation dans le temps et baisse des allocations de chômage, exemption des charges sociales,...

En France, le contrat nouvelle embauche (CNE) puis la tentative d'imposer le contrat premier embauche (CPE) s'inscrivent bien dans ce mouvement de précarisation du travail : en étendant la période d'essai à deux ans pour un contrat à durée indéterminée, le patronat a pu ainsi supprimer de fait la stabilité d'emploi. La France aussi a entamé une réforme en profondeur du système de chômage en instaurant un contrôle sur chaque chômeur, en privatisant progressivement le système public de placement. Les « contrats jeunes » permettent aux entreprises d'engager une main d'œuvre à très bas prix, bénéficiant d'une exonération totale des charges sociales pendant les deux premières années puis de 50% pendant la troisième année.

### **Les travailleurs résistent**

Le Non français à la Constitution Européenne de mai 2005 a été la plus grande victoire politique des masses européennes depuis longtemps. Quand la machine néo-libérale paraissait incontrôlable, les travailleurs et la jeunesse française, en leur nom et en celui des peuples du continent, ont fait face à la bourgeoisie européenne et ont démontré qu'on pouvait la vaincre. Le Non a renversé le gouvernement français, a fait trembler la Présidence de la République et a mis en échec la Constitution Européenne. Le Non a mis en question la légitimité de l'UE et ses gouvernements et parlements (90% des députés français était favorable au Traité !) et a

répudié les plans néo-libéraux. De cette façon, il a ouvert une brèche importante en France et en Europe.

Le Non français, et par la suite le néerlandais (qui ont créé la panique pour d'autres référendums parmi les gouvernements) ont démonté transitoirement les prévisions de l'UE de « constitutionaliser » formellement le néo-libéralisme et le militarisme européen, sans que jusqu'à aujourd'hui les gouvernements soient parvenus à décider d'un plan alternatif. Le Non est aussi parvenu à bloquer certains des aspects les plus brutaux de l'offensive néo-libérale, comme le « principe du pays d'origine » de la Directive Bolkestein de libéralisation des services publics.

Déjà en 2003, il y avait en France de grandes luttes contre la réforme des pensions. Et le printemps passé, tout au long de 10 semaines, les étudiants se sont mobilisés avec succès contre le Contrat de Première Embauche (CPE), avec l'appui de la classe ouvrière française et la participation active d'un secteur de celle-ci. Ils se sont organisés depuis la base jusqu'à l'échelle nationale, ils ont occupé les universités et les lycées et ont organisé de nombreuses et massives manifestations.

Il y a eu les mobilisations « du lundi » en Allemagne de l'Est en 2004, contre les plans d'austérité du Gouvernement Schröder, les lois Hartz. Il y a eu la grève générale en Italie face aux mesures du Gouvernement Berlusconi, et maintenant les grèves et manifestations contre les plans du Gouvernement Prodi, qui ont mobilisé 300.000 personnes le 17 novembre dernier. En Grèce a eu lieu une grève générale le 15 mars 2006, la cinquième en une année et celle qui a eu le plus de succès. Et les étudiants s'y sont mobilisés en masse.

Au Portugal, le 5 octobre dernier, les professeurs ont fait grève générale et 20.000 personnes marchaient dans les rues de Lisbonne, dans la plus grande manifestation enseignante connue depuis des années. Une semaine plus

tard, la CGTP y a convoqué à une grève générale du Secteur Public, suivie également de façon très massive, et a convoqué à une marche de 90.000 personnes, la plus grande depuis 1982.

Dans notre pays, les travailleurs ont imposé deux grèves générales en octobre 2005, et les luttes contre les « restructurations » et les licenciements n'ont pas cessé. En 2006, le secteur le plus exploité de notre classe, celui des sans-papiers, est parvenu à surmonter la peur de se faire voir et est descendu massivement dans la rue, pour la régularisation de tous les sans-papiers, la libération de tous les prisonniers, contre les expulsions et les centres fermés

### **Un grand obstacle : la direction des luttes**

Toutes ces luttes manquent toutefois cruellement de coordination, non seulement entre les différents pays mais aussi à l'intérieur de chaque pays. Et ce n'est pas par hasard. Tout au long d'un siècle et demi de luttes, les travailleurs se sont donnés de grandes organisations syndicales, mais celles-ci ont été incorporés dans les appareils d'Etat, mais aussi la Confédération Européenne des Syndicats (CES) qui est devenu pratiquement un « Ministère du Travail » de la Commission Européenne (qui la finance à plus de 80%). Nos organisations des travailleurs sont dirigées par une bureaucratie qui veut « concilier réussite économique et solidarité sociale », comme disait Angela Merkel.

Comment peut-on comprendre que les dirigeants d'une grande lutte des Forges de Clabecq ont été tout simplement exclus de leur syndicat, par décision de trois ou quatre « dirigeants » ? Comment peut-on comprendre qu'il y a une manifestation de 20.000 enseignants à Lisbonne le 5 octobre, et une autre, du Secteur Public, une semaine plus tard, au lieu d'unifier les luttes ? Comment peut-on comprendre que, face à une mobilisation générale des travailleurs dans notre pays, avec une grève générale

le 7 octobre 2005, la CSC mène campagne avec « dix raisons pour ne pas faire grève » et la FGTB est surtout préoccupée de « limiter les dégâts » et d'éviter que l'expérience se répète (« c'est une arme qu'on n'utilise que tous les dix ou douze ans » disait-elle) ? En dépit de ce peu d'enthousiasme des directions, les travailleurs belges sont repartis en grève générale trois semaines plus tard. Mais finalement, le « pacte entre les générations » s'est quand même imposé.

Comment peut-on développer l'unité dans les luttes, avec un « dirigeant » comme Bernd Osterloh, du syndicat des métallos allemands, qui dit à propos du conflit de VW que « les salaires en Belgique sont trop hauts » et que « le tout est de savoir avec quelle rentabilité une Audi peut être assemblée à Bruxelles. En Allemagne, nous avons réduit nos coûts de 20%. Il faut voir ici avec les syndicats belges quelle peut être l'ampleur de cette réduction des coûts : 15, 20%,... » (*Le Soir*, 28 novembre 2006).

L'Union Européenne, c'est tout d'abord un terrain où se mène, comme ailleurs dans le monde, une lutte des classes gigantesque. La classe dominante des capitalistes est bien organisée. A nous, la classe de ceux qui n'ont pas de capital pour s'enrichir en faisant travailler les autres mais qui créent la richesse et vivent de leur force de travail, de s'organiser. Nous avons nos organisations, mais elles sont dirigées par des gens de l'autre camp, dont la tâche principale est de « contrôler leurs troupes », d'éviter les « débordements » et surtout, d'éviter que les travailleurs créent un puissant rapport de force en unifiant les luttes et en développant la solidarité internationale. C'est dans les luttes que nous devons recréer cette unité, déjà proclamée, il y a un siècle et demi, dans le Manifeste Communiste : **Prolétaires du monde entier, unissez-vous !**

**Non à l'Europe du capital !  
Pour une Europe des travailleurs !  
Unifier les luttes !  
Récupérer la direction des syndicats pour les luttes,  
pour les travailleurs, dans chaque pays et en Europe !**

## Sommet Afrique-France : le festival du pillage impérialiste

L'article ci-dessous est paru dans *L'Internationnaliste* n°66, le bulletin du Groupe Socialiste Internationaliste (GSI), la section française de la LIT-QI ([www.gsi-litqi.org](http://www.gsi-litqi.org)).

Les 15 et 16 février 2007 se tenait à Cannes le 24<sup>ème</sup> sommet Afrique-France. Réunissant autour de Jacques Chirac la plupart des dirigeants des Etats Africains, cette rencontre avait un double objectif. Dernière grande manifestation francoafricaine avant la fin du règne chiraquien, elle devait reconsolider les liens entre l'impérialisme français et ses alliés africains mais également envoyer un signe fort aux concurrents impérialistes (Etats-Unis, Royaume-Uni...) qui bataillent pour gagner ou agrandir leur part du gâteau Afrique. Le défunt Empire colonial français n'aura pas laissé qu'un goût amer aux capitalistes qui, du commerce d'esclaves au pillage des ressources naturelles, avaient fait de l'Afrique un des ferments du développement du capitalisme français.

L'abandon du pouvoir politique par l'occupant colonial n'a pas remis en cause les intérêts de la bourgeoisie au sein des anciennes possessions françaises. Sans revenir en détail sur plus d'un siècle d'exploitation forcée du continent africain par la bourgeoisie française, donnons un exemple du « rôle positif de la colonisation » : le massacre, en 1960, du peuple Bamiléké (1) au Cameroun (les estimations varient entre 300 000 et 400 000 morts) par l'armée française, en tant que direction des forces camerounaises. Aujourd'hui, les conflits qui ensanglantent l'Afrique sont les conséquences d'un siècle de politique coloniale fondée sur l'asservissement et le développement de rivalités « interethniques » souvent inexistantes avant l'établissement du pouvoir colonial. La politique du « diviser pour mieux régner ».

Les travailleurs africains n'ont cessé de résister aux impérialistes, et ce malgré les récurrentes trahisons de la plupart des dirigeants indépendantistes. Si l'Afrique peut s'enorgueillir d'avoir donné certains des plus grands leaders de la lutte anti-impérialiste (Lumumba), le rôle criminel du stalinisme dans les luttes

d'émancipation nationale a grandement contribué à la non remise en cause des intérêts économiques de l'impérialisme.

Denis Sassou N'Guesso en est un exemple éloquent : dirigeant du Parti Congolais du Travail (PCT, d'obédience stalinienne), il fut au coeur des relations entre les transnationales françaises présentes au Congo Brazza (Total, ex-Elf.) et l'Etat français. Et c'est grâce au soutien sans faille de ce dernier, que N'Guesso s'est maintenu au pouvoir. Aujourd'hui, le commerce congolais est contrôlé quasi exclusivement par des étrangers ; le bois et le pétrole, principales exportations, sont tous deux exploités par des compagnies françaises.

### LES FORCES DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS EN AFRIQUE

Environ un tiers de l'armée française se trouve en Afrique, plus de 11 000 hommes. 8 600 sont présents au titre de forces pré positionnées (dites de prévention) répartis dans une dizaine de pays (dont Tchad, Côte d'Ivoire, Togo, Cameroun...). Ces troupes ne restent pas l'arme au pied, que ce soit pour protéger les intérêts capitalistes (tirs sur une manifestation en Côte d'Ivoire) ou appuyer un partenaire africain en difficulté (bombardements au Tchad).

Afin de sauvegarder son pré carré en Afrique, l'impérialisme français a su, au lendemain de la « décolonisation », maintenir à sa botte les Etats issus de ses ex-colonies. Grâce à deux outils complémentaires : les accords de coopération militaire qui permettent le stationnement permanent de troupes françaises en Afrique, et le franc CFA qui

donne autorité à la France dans la gestion monétaire des économies des pays de la zone CFA. A ce titre, le remboursement de la « dette » stagne et maintient les économies africaines sous tutelle.

Plus récemment, les accords passés entre Nicolas Sarkozy et les présidents du Sénégal, Abdoulaye Wade, et du Mali, Amadou Toumani Touré, afin qu'ils sélectionnent en amont les migrants selon les critères établis par la loi dite de l'immigration choisie, confirme la soumission des dirigeants africains aux diktats de l'impérialisme français. Cependant, la grève générale en Guinée <sup>2</sup> a prouvé la volonté des masses africaines à lutter. Et les récentes manifestations au Zimbabwe résonnent comme un écho de la lutte acharnée des travailleurs guinéens. Mugabe, dirigeant zimbabwéen, bloque la réforme agraire qu'il avait lui-même engagée.

Après avoir appelé à l'expropriation des fermiers blancs, il a confisqué la plupart des terres, redistribuées par la suite à son entourage, une nomenclature qui spolie et s'enrichit par l'exploitation d'immenses domaines agricoles, alors que le peuple peine à se nourrir.

La réponse populaire aux vols et aux privations est un modèle de combativité. Mais le « soutien » de différents pays occidentaux à la résistance au régime de Mugabe ne doit leurrer personne, car les terres fertiles de ce pays aiguissent toujours bien des appétits parmi les grandes firmes agroalimentaires.

Aujourd'hui, tandis que les conditions d'existence du prolétariat mondial se durcissent, la fin de la croissance des forces productives se vérifie dramatiquement en Afrique. La saturation des marchés conduit le capitalisme à détruire les forces productives face à la nécessité vitale de maintenir ses taux de profit. Un exemple parmi d'autres : les laboratoires pharmaceutiques qui opèrent aujourd'hui un vaste processus de concentration du capital <sup>3</sup> réalisent leurs profits records sur les cadavres des

morts africains, décédés faute d'accès aux médicaments génériques.

Non seulement l'Afrique est pillée de ses ressources naturelles, mais elle stocke maintenant la plupart des déchets les plus polluants des industries occidentales<sup>4</sup> : la boucle est bouclée, l'Afrique paye deux fois son tribut à l'enrichissement de quelques firmes transnationales.

De nombreux gouvernements occidentaux expriment leur « inquiétude » ou leur « préoccupation » vis-à-vis de la situation africaine, le dernier sommet Afrique-France était d'ailleurs axé sur le thème de « l'équilibre du monde ». En cette période d'élections, les candidats à la présidence de la République ont évoqué la situation de l'Afrique en évitant soigneusement de toucher à la racine du mal : l'impérialisme. Est-ce donc par le renforcement des cyniques forces de « maintien de la paix » de l'ONU, qui sont en réalité les forces de maintien de l'ordre impérialiste, que l'Afrique pourra « émerger » ? Est-ce par le co-

développement prôné par Ségolène Royal, co-développement des profits entre capitalistes français et despotes africains, que l'Afrique va « démarrer » ? Est-ce par une « révolution écologique » que l'Afrique échappera à la barbarie des impérialistes ?

**L'AFRIQUE S'ENLISE DANS LE  
REMBOURSEMENT DES  
« GÉNÉREUX » PRÊTS DES  
PAYS IMPÉRIALISTES**

Aujourd'hui, l'Afrique a déjà remboursé plus de quatre fois le montant de la dette de 1980. Les paiements ne concernent plus que les intérêts des emprunts. Le pillage continue...

Il n'existe qu'un seul outil pour que les masses africaines puissent mettre un

terme aux ravages du capitalisme, c'est l'organisation des travailleurs africains en partis de classe, en partis révolutionnaires unis sous le drapeau de la quatrième internationale, dans l'unité avec les travailleurs des métropoles impérialistes.

Il n'existe qu'une perspective, face au prolétariat africain, pour s'émanciper définitivement du colonialisme : c'est la construction des Etats-Unis Socialistes d'Afrique !

<sup>1</sup> Informations : <http://www.presseafrique.com/>

<sup>2</sup> Voir l'internationaliste n°65

<sup>3</sup> Dernier exemple en date : la fusion européenne du laboratoire belge UCB et du fabricant allemands de médicaments génériques, Schwarz Pharma. Rappelons ici que les crimes des multinationales pharmaceutiques ensanglantent sans distinction l'Asie, L'Amérique Latine et le Moyen-Orient.

<sup>4</sup> Le 19 Août 2006, plusieurs tonnes de déchets hautement toxiques (hydrogène sulfuré, mercaptans...) ont été déversées dans une décharge publique d'Abidjan. Ils provenaient du raffinage pétrolier européen. Plus de 6000 personnes ont été intoxiquées. L'Afrique s'enlise dans le remboursement des généreux prêts des pays impérialistes.

**A BAS L'IMPERIALISME : TROUPES FRANCAISES HORS D'AFRIQUE !  
ANNULATION DE LA DETTE !  
LIBRE DETERMINATION DES PEUPLES D'AFRIQUE !**



Le samedi 10 février, des manifestations en contre-sommet ont été organisées simultanément dans plusieurs villes de France. Des calicots mentionnaient :

- « Afrique pillée... Chirac au sommet »,
- « La France entretient les guerres »
- « Françafrique : Mitterrand, Chirac, et après ? »





## Déclaration de la LIT-QI à l'occasion du Premier Mai

# Vive la lutte pour la révolution socialiste internationale!

**L**e premier mai 1886, l'organisation syndicale Chevaliers du Travail de Chicago (Etats-Unis) a convoqué à une manifestation où 80.000 travailleurs sont descendus dans la rue pour réclamer la journée de travail de 8 heures. Les grèves et les manifestations ont continué à Chicago et elles se sont étendues dans tout le pays. Les patrons, craignant d'être confrontés au «début d'une révolution», ont déchaîné une répression féroce. La mort d'un policier a été l'excuse pour emprisonner les principaux chefs du mouvement, les soumettre à une parodie de jugement et, finalement, exécuter plusieurs d'entre eux.

Ils sont passés à l'histoire comme les Martyrs Chicago, symbole du combat ouvrier contre le capitalisme et, à la fois, exemple de la violence à laquelle les bourgeois recourent pour défendre leurs intérêts. Nous leur rendons hommage et nous y associons tous ceux qui, durant ces 121 années, sont tombés dans le combat contre le capitalisme, comme l'enseignant argentin Carlos Fuentealba, récemment assassiné par la police lors d'une grève, dans la province de Neuquén (Patagonie).

En 1889, le Premier Congrès de la Seconde Internationale, l'Internationale Socialiste, a décidé que le Premier Mai serait désormais une journée internationale pour la journée de 8 heures de travail. Depuis lors, dans la plupart des pays du monde, cette date est un

jour de lutte de la classe ouvrière et d'unité internationale des travailleurs.

Paradoxalement, aux Etats-Unis, cette signification historique avait été perdue parce que la bourgeoisie a essayé, pendant plus d'un siècle, d'effacer la mémoire du Premier Mai de 1886 et des martyrs de Chicago. On y a même décrété que le *Labour Day* serait commémoré en septembre. Mais récemment, les travailleurs immigrants ont placé à nouveau le Premier Mai comme le jour central de leurs revendications, en unité avec les travailleurs du monde entier.

### Les objectifs et les perspectives de la lutte ouvrière

Le Premier Mai est aussi un moment où les travailleurs discutent des objectifs et des perspectives de cette lutte. La *Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale* prend part à ce débat. Nous le faisons en revendiquant les principales prémisses, développées tout au long de cette histoire, mais qui ont été abandonnées actuellement par la plupart des organisations de gauche: le protagonisme de la classe ouvrière comme force sociale principale de la lutte contre le capitalisme, l'objectif stratégique d'une révolution socialiste internationale pour en finir avec la faim, la misère et l'exploitation, et la nécessité de construire une direction révolutionnaire internationale pour diriger ce processus.

### La situation actuelle

En Iraq et en Afghanistan, ont lieu des guerres de libération nationale, qui mettent en échec les occupations militaires impérialistes et ouvrent la possibilité réelle de la défaite et de l'expulsion des occupants. Le peuple libanais vient de mettre en échec l'invasion de ce qui était jusqu'à maintenant la «toute-puissante» armée sioniste d'Israël. En Haïti, le peuple combat contre une occupation camouflée sous les «casques bleus» de l'ONU, portés par des soldats sud-américains.

En Amérique Latine, le 21<sup>ème</sup> siècle a commencé sous le signe de processus révolutionnaires qui ont envahi les rues contre le pillage de ces pays, qui ont renversé plusieurs gouvernements agents de l'impérialisme, et qui ont mis en discussion le problème du pouvoir en Equateur, en Bolivie et en Argentine. Au Venezuela, les masses ont mis en échec le putsch contre-révolutionnaire qui avait renversé le gouvernement de Chavez. Au Mexique, un des pays les plus importants du continent, la lutte s'est manifestée dans les mobilisations massives contre la fraude électorale et dans l'insurrection d'Oaxaca.

Dans la «Vieille Europe», le second pôle impérialiste mondial, dont les bourgeoisies sont les partenaires des Etats-Unis pour spolier le monde, des gouvernements alliés de Bush dans l'invasion en Iraq tombent. Le rejet de la Consti-

tution Européenne, dans les référendums en France et aux Pays-Bas, a affaibli le projet d'unité impérialiste continentale lancé à Maastricht, en 1991. En même temps, la résistance des travailleurs contre les attaques à leurs conquêtes historiques devient plus forte en France et en Italie, de même que la lutte des travailleurs immigrants dans plusieurs pays et de la jeunesse des banlieues parisiennes.

Aux Etats-Unis, le développement qui leur était défavorable au Moyen Orient s'est retourné comme un boomerang, ce qui a eu un impact sur les élections législatives et s'est manifesté comme une marée de voix contre Bush. D'autre part, l'entrée en scène massive des travailleurs immigrants, avec leurs exigences, a rappelé à la bourgeoisie impérialiste la plus puissante de la planète que la lutte de classes était une réalité aussi dans son propre pays.

**Dans chacune de ces luttes, la LIT-QI a un critère clair pour se situer : nous sommes avec les opprimés, contre les oppresseurs. C'est pourquoi, nous soutenons les travailleurs contre les patrons et leurs gouvernements; nous soutenons la résistance irakienne et afghane pour qu'elle mette en échec les occupants impérialistes; nous soutenons les peuples libanais et palestinien contre Israël; nous soutenons le peuple haïtien pour qu'il expulse les casques bleus; nous soutenons les immigrants dans leur lutte pour obtenir les droits politiques, du travail et syndicaux sans restriction; nous soutenons les femmes, les jeunes et ceux qui ont des options sexuelles différentes contre l'oppression, la discrimination et la persécution dont ils souffrent sous le capitalisme.**

#### **Les politiques de l'impérialisme**

Ce serait une erreur très grave, toutefois, de penser que l'impérialisme va se rendre de bon gré et gentiment face aux luttes, ou qu'il va « humaniser » son caractère assassin et d'exploitation, comme

le font croire les promoteurs du Forum Social Mondial.

Au contraire, comme un lion que lèche ses blessures, l'impérialisme étasunien répond avec férocité. Il augmente son budget militaire et le nombre de soldats en Iraq et en Afghanistan. En même temps, il menace de lancer une attaque militaire éclair contre l'Iran, avec l'excuse que ce pays développe son plan « dangereux » de technologie nucléaire. Et quand il ne peut pas le faire de manière directe, il fait appel à son éternel complice, l'ONU, pour lui couvrir le dos avec l'envoi de casques bleus, comme c'est le cas au Liban et en Haïti.

Non, l'impérialisme ne va pas se rendre de bon gré et gentiment. Il disparaîtra seulement en tant que cancer qui détruit l'humanité, quand il sera définitivement mis en échec. Tant que ce n'est pas le cas, la réalité mondiale sera marquée par une lutte entre les travailleurs et les peuples, d'une part, et l'impérialisme et ses alliés, d'autre part ; une bataille féroce entre la révolution et la contre-révolution.

#### **Le piège du Front Populaire et les gouvernements populistes**

Face à la puissante montée révolutionnaire qui parcourt l'Amérique Latine, et face à l'échec des tentatives répressives ou la défaite électorale de ses candidats préférés, l'impérialisme a dû accepter l'existence de gouvernements de Front Populaire et de gouvernements dirigés par des figures populistes, qui ont commencé à se multiplier sur le continent.

Il a dû manœuvrer avec plus d'habileté et utiliser un outil différent pour freiner et mettre en échec les révolutions, que ce soit les gouvernements de Front Populaire - dirigés par des organisations et des dirigeants ouvriers, comme Lula au Brésil, ou paysans, comme Evo Morales en Bolivie - ou les gouvernements de dirigeants de grand prestige populaire, comme Chavez, au Venezuela, ou Rafaël Correa, en Equateur.

Ce sont tous des gouvernements bourgeois qui défendent le système capitaliste et ne font pas réellement face à l'impérialisme, au-delà de leur rhétorique de gauche. Mais ils sont considérés par la majorité du mouvement de masses comme « leurs gouvernements », à cause des organisations ou personnages qui les dirigent, dissimulant ainsi ce qu'ils sont vraiment : des instruments de la bourgeoisie et de l'impérialisme pour faire face à un moment difficile de la lutte de classes. C'est-à-dire qu'ils se basent sur la tromperie et sur les illusions des masses pour essayer d'« endormir » leur lutte et de freiner et mettre en échec ainsi les processus révolutionnaires, ou d'éviter que ceux-ci surgissent, comme dans le cas du Brésil.

Si quelque chose met clairement à nu le caractère d'« agents de gauche » de l'impérialisme, de la plupart de ces gouvernements, c'est bien l'envoi de troupes, camouflées comme casques bleus de l'ONU, pour occuper Haïti et réprimer son peuple, en couvrant le dos à Bush. C'est ce que font Lula, Bachelet, Kirchner et Tabaré Vázquez.

**La lutte contre les gouvernements de front populaire et les gouvernements populistes est un devoir de tous les révolutionnaires, parce que c'est la nécessité la plus impérieuse des masses latino-américaines.** Toutefois, ces gouvernements ont aujourd'hui un immense soutien populaire parce que les masses croient encore dans leurs promesses. Comment peut-on développer alors cette lutte ? La LIT-QI affirme que nous devons agir comme l'indiquait Lénine, en avril 1917, face à un gouvernement avec ces caractéristiques : la tâche des révolutionnaires, « *aussi longtemps que nous sommes en minorité, [est] d'expliquer patiemment aux masses la fausseté complète de toutes les promesses [de ces gouvernements, en même temps que] la nécessité que tout le pouvoir passe aux mains de la classe ouvrière* », préparant ainsi les luttes

qui auront lieu, inévitablement, dans le futur.

### **Le déluge opportuniste**

Dans leur tentative de tromper les masses, les gouvernements de front populaire et les gouvernements populistes, ainsi que l'impérialisme lui-même, disposent regrettablement du soutien de nombreux courants de la gauche qui, dans le passé, revendiquaient la révolution et le socialisme. A partir de la chute de l'URSS et des autres Etats ouvriers du monde, un véritable déluge opportuniste a envahi la plupart de la gauche et a abandonné, explicitement ou implicitement, la lutte pour la révolution socialiste.

Par exemple, Rifondazione Comunista, en Italie, qui s'est proposé de réorganiser la gauche de ce pays et a été pris comme modèle par les soi-disant « partis anticapitalistes », est actuellement une des principales forces du gouvernement impérialiste de Romano Prodi. Et de vieilles organisations de guérilla, comme la majorité des Tupamaros uruguayens, du FSLN nicaraguayen et du FMLN du Salvador, sont les supports des gouvernements bourgeois dans leurs pays ou se préparent à l'être. C'est le cas aussi des forces et des personnalités promotrices du Forum Social Mondial, dont la consigne « un autre monde est possible » est la base de la supposée alternative de pouvoir « humaniser » le capitalisme.

D'autres organisations maintiennent encore dans leurs programmes l'objectif d'un chemin vers le socialisme. Mais, comme le soi-disant Secrétariat Unifié de la IV Internationale (SU), elles ont abandonné la prémisse que ce chemin est seulement possible à travers la révolution et la dictature du prolétariat. Le résultat est que, bien que par une voie différente, les organisations du SU n'hésitent pas à faire partie de gouvernements bourgeois, comme au Brésil, ou font partie de la base parlementaire de ces gouvernements, comme en Italie.

D'autre part, plusieurs organisations qui se disent trotskystes maintiennent sur papier le programme de la révolution socialiste, mais elles l'ont abandonné dans leur politique et dans leur pratique quotidienne, parce qu'elles sont devenues de simples appareils pour intervenir dans les élections bourgeoises, ou parce qu'elles soutiennent des gouvernements bourgeois comme celui de Chavez ou de Lula, avec l'excuse de « dialoguer avec les masses ».

### **La « mère de toutes les batailles » : la construction d'une direction révolutionnaire**

Les travailleurs et les masses, loin d'« abandonner la scène » comme beaucoup ont présagé dans les années 90, sont aujourd'hui un des pôles principaux de la situation mondiale. Leur lutte s'avère capable de mettre en échec l'impérialisme, de renverser des gouvernements et d'obtenir des triomphes.

Toutefois, tout l'héroïsme et la combativité des masses, indispensables pour obtenir ces triomphes, ne peuvent pas, par eux-mêmes, mettre en échec définitivement le capitalisme impérialiste et entamer la marche vers le socialisme, s'il n'y a pas une direction révolutionnaire internationale qui, de manière consciente, est prête à diriger cette lutte jusqu'à la fin.

Sans cette victoire définitive, toutes les conquêtes obtenues finissent par être temporaires et fragiles, et le capitalisme parvient à les renverser, avec des moyens militaires ou avec la complicité des directions traîtres du mouvement de masses. Par exemple, la journée de huit heures, obtenue grâce à une lutte dure dans la première moitié du 20<sup>ème</sup> siècle, a été perdue aujourd'hui, de droit ou de fait, dans la plupart des pays. Une autre grande conquête a aussi été perdue, celle de l'expropriation de la bourgeoisie dans un tiers de l'humanité.

C'est pourquoi, construire cette direction révolutionnaire est la principale tâche des travailleurs et des masses du monde. Comme disait Léon Trotsky, dans le Pro-

gramme de fondation de la IV Internationale : « *La crise de l'humanité est la crise de sa direction révolutionnaire.* »

En ce sens, la chute de l'appareil staliniste mondial, à la fin des années 80 et début des années 90, un appareil dirigé par la bureaucratie au gouvernement dans l'ex-URSS, représente un fait très positif parce qu'elle a éliminé le collaborateur le plus puissant et le plus efficace qu'avait l'impérialisme dans la tâche de mettre en échec, de freiner ou de congeler les révolutions dans le monde. Avec la disparition de cette « camisole de force », la tâche de construire une direction révolutionnaire mondiale a de bien meilleures possibilités que dans le passé.

Ceci ne signifie pas, comme nous l'avons vu, que n'apparaissent pas de nouveaux obstacles, comme le chavisme ou les courants de front populaire, prêts à jouer le rôle de dévier la lutte des masses et de sauver le capitalisme. Mais ces courants, étant indiscutablement bien plus forts que les organisations révolutionnaires, sont, à la fois, vus en perspective historique, beaucoup plus faibles que le vieil appareil staliniste mondial.

### **Les propositions de la LIT-QI**

Pour la LIT-QI, la construction d'une direction révolutionnaire mondiale signifie, comme premier pas, la reconstruction de la IV<sup>ème</sup> Internationale, l'organisation fondée par Léon Trotsky en 1938, comme alternative au stalinisme et comme embryon de cette direction. Nos propositions centrales peuvent être résumées en peu de lignes :

- Pour en finir avec l'exploitation, la faim et la misère à laquelle le capitalisme impérialiste soumet le monde, une révolution mondiale est nécessaire, premier pas pour la construction du socialisme.
- Cette révolution est entamée au niveau national, avec la prise du pouvoir par les travailleurs, la destruction de l'Etat et de l'armée bourgeois, et la construction d'Etats de nouveau type (Etats ouvriers).



- Mais elle doit indispensablement s'étendre au niveau mondial, en prenant le pouvoir dans les pays les plus importants, jusqu'à mettre en échec définitivement l'impérialisme. Autrement, l'impérialisme sera toujours la force qui domine le monde économiquement et militairement, avec la capacité d'isoler, d'affaiblir et, finalement, de mettre en échec ces Etats ouvriers. C'est pourquoi, il n'existe aucune possibilité de construire le « socialisme dans un seul pays » (ou dans quelques pays), comme ont soutenu le stalinisme et ses variantes. Comme le montre l'expérience historique, cette politique a mené, inévitablement, à la chute de tous les Etats ouvriers existants dans le passé.
- Pour mener à bien cette tâche, les travailleurs et les masses ont besoin de construire des organismes démocratiques de lutte qui, dans une première phase, sont les promoteurs de la révolution et, après la prise du pouvoir, sont la base des futurs Etats ouvriers. Notre modèle de révolution socialiste apparaît comme un processus de lutte et d'organisation démocratique des travailleurs et des masses. C'est la conclusion d'une expérience historique qui a démontré

que les processus révolutionnaires dirigés à travers les ordres bureaucratiques de « secrétaires généraux » ou de « commandants » ont terminé dans l'échec.

- En même temps, il est nécessaire de construire des partis révolutionnaires nationaux avec centralisme démocratique, comme partie d'une organisation révolutionnaire mondiale qui est capable de promouvoir consciemment ce processus d'organisation et de lutte des travailleurs et des masses.
- Cette tâche de construire une direction révolutionnaire mondiale ne peut pas être menée à bien sans combattre, de façon permanente, toutes les directions de front populaire, populistes, réformistes ou « socialistes bureaucratiques », qui essayent de dévier la lutte des travailleurs et des masses vers des voies sans issue, et qui, avec toute sorte d'arguments, capitulent à ces directions.

C'est pourquoi, en ce Premier Mai, en même temps que nous soutenons toutes les luttes des opprimés contre les oppresseurs, nous voulons manifester aux travailleurs et aux peuples du monde que **la plus indispensable de tou-**

**tes les tâches est la reconstruction de la IV<sup>ème</sup> Internationale.**

Sur la base de cette proposition centrale, la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (LIT-QI) et le Centre International du Trotskysme Orthodoxe (CITO) ont décidé de se réunifier dans le prochain Congrès Mondial de la LIT-QI (mars 2008). Et le Parti d'Alternative Communiste (PdAC) a décidé, dans son congrès de fondation, l'entrée dans notre organisation internationale, comme section italienne. D'autres organisations se sont approchées pour discuter avec la LIT-QI en Argentine, en Amérique Centrale et dans d'autres pays du monde. Ce sont les premiers pas d'une politique dont l'objectif est la reconstruction de la IV<sup>ème</sup> Internationale. La LIT-QI s'engage à mettre toutes ses forces au service de cette tâche et appelle tous les révolutionnaires du monde à s'y ajouter.

**Secrétariat International de la  
LIT-QI**

São Paulo, 1 mai 2007

**Vive le Premier Mai!  
Vive la lutte des travailleurs et des peuples du monde!  
Vive la révolution socialiste mondiale!  
Pour la reconstruction de la IV<sup>ème</sup> Internationale!**



## Le Premier Mai est à nouveau un jour de lutte aux Etats-Unis

Comme nous l'avons vu, le Premier Mai, comme jour de lutte ouvrière, est né aux Etats-Unis en 1886, avec la manifestation pour la journée de huit heures convoquée par l'organisation syndicale *Chevaliers du Travail* de Chicago. Plusieurs de leurs dirigeants ont, par la suite, été emprisonnés, jugés et exécutés, et sont passés dans l'histoire comme les Martyrs de Chicago.

Depuis lors, la bourgeoisie américaine a essayé par tous les moyens d'effacer ces faits de la mémoire des travailleurs du pays et de séparer ceux-ci de cette façon de leurs frères du monde. Sur la *Haymarket Square* (Place du Marché de Foin) de Chicago, rien ne rappelle actuellement la manifestation ou les confrontations entre travailleurs et policiers. Un monument en hommage aux Martyrs de Chicago, placé peu après leur exécution, a été enlevé par les autorités. D'autre part, un buste d'un policier mort a été détruit par des mains anonymes.

Le Premier Mai, jour de lutte ouvrière, a été transformé en un mystérieux *May Day* et, en même temps, on a décrété que le *Labour Day* devait être commémoré chaque premier lundi de septembre, une date sans aucune signification historique.

### L'année passée

Mais la bourgeoisie la plus puissante du monde ne peut pas dissimuler pour toujours la vérité historique ou éviter la lutte de classes. De plus en plus, le Premier Mai devient à nouveau un jour de lutte ouvrière aux Etats-Unis, de la main des travailleurs immigrants, spécialement les latino-américains, qui apportent cette tradition de leurs pays.

Après les manifestations massives des 9 et 10 avril 2006, exigeant le droit de vivre et de travailler



légalement aux Etats-Unis, les organisations ont convoqué, le Premier Mai de cette année, à une journée de lutte avec la consigne « un jour sans immigrant ». Il s'agissait, de fait, d'une grève générale des travailleurs d'origine étrangère pour montrer leur importance dans l'économie du pays. Ce n'était pas une mesure facile à obtenir puisque, aux Etats-Unis, c'est un jour de travail normal. Ils devaient défier le risque de licenciement, la perte de la *green card*<sup>1</sup> ou, pour les immigrants illégaux, la déportation immédiate, sans compter les menaces de groupes fascistes contre plusieurs organisations et dirigeants.

Mais la journée a été un grand succès. Des centaines de milliers ont abandonné leur travail et sont à nouveau descendus dans la rue, dans les grandes villes du pays, comme New York, Los Angeles ou Chicago, ainsi que dans beaucoup de villes moyennes et petites. Même à Anchorage (Alaska), quelques dizaines de manifestants ont défié le climat gelé de la ville.

Dans beaucoup de cas, ils y sont allés avec leurs uniformes ou vêtements de travail, avec de peti-

tes affiches qui disaient « nous ne sommes pas des criminels, nous sommes des travailleurs », ou groupés derrière les drapeaux de leurs organisations, comme le Réseau National de Journaliers (travailleurs agricoles mexicains) et leur consigne : « Nous ne voulons être esclaves de personne ». De cette manière, malgré l'effort de plus d'un siècle de la bourgeoisie américaine, le Premier Mai est redevenu un jour de lutte des travailleurs.

### Son importance

Le caractère massif de la grève et des manifestations de l'année passée n'est pas un fait de moindre envergure. Actuellement, près de 25% de la classe ouvrière américaine est immigrant, spécialement latino-américain. Il suffit de parcourir n'importe quelle ville des Etats-Unis pour s'en rendre compte, dans les commerces, les hôtels, les restaurants, la construction de bâtiments ou la réparation des rues.

Que des milliers de travailleurs descendent à nouveau dans la rue un Premier Mai aux Etats-Unis a, sans doute, une grande valeur symbolique. C'est aussi un fait de grande importance pour tous les peuples du monde : ce sont les secteurs les plus exploités et les plus marginalisés de la classe ouvrière américaine qui entrent au combat et commencent à agiter les fondements mêmes de cette société. Le futur dira si, avec ces faits, nous assistons peut-être au pont qui unira les processus révolutionnaires latino-américains et le début de la révolution socialiste aux Etats-Unis.

<sup>1</sup> Permis de résidence et de travail pour un étranger aux Etats-Unis

## « Les travailleurs iraniens ne sont pas seuls ! »

Retrouvez tous les détails de la campagne sur [www.iwsn.org](http://www.iwsn.org)

Le nouveau mouvement ouvrier iranien est face à un tournant crucial. Le 8 mars, plus de 35.000 enseignants de la province de Téhéran ont protesté contre les bas salaires devant le parlement. Entre 50 et 60 d'entre eux ont été arrêtés à ce jour, dont certains de leurs dirigeants. En tout, plus de 100.000 enseignants ont envahi les rues dans quelques derniers jours. Ils ont des revendications très simples : un salaire décent et de meilleures conditions de travail. Déjà, lors d'une rencontre avec des officiels gouvernementaux après leur quatrième mobilisation, un membre du parlement a déclaré à leurs représentants qu'il n'y aurait aucune négociation et que leur « pressions... n'auraient aucun effet sur... la prise de décision [des officiels] » !



Les enseignants sont simplement le dernier secteur de travailleurs qui a été contraint de se mobiliser pour défendre ses droits. Depuis mars 2005, les militants du syndicat de la compagnie d'autobus Vahed de Téhéran et de sa banlieue ont combattu pour la reconnaissance officielle de leur syndicat ainsi que pour des salaires et conditions de travail améliorées. La réponse du gouvernement iranien a été très brutale : leur bureau a été saccagé, les membres du Comité Directeur ont été frappés et Mansour Ossalou, leur dirigeant, a eu le visage et la langue lacérés ! Depuis, les conducteurs et travailleurs de Vahed ont fait grève à plusieurs reprises et ont été arrêtés à de

nombreuses occasions. M. Ossalou a été détenu à la célèbre prison Evin de Téhéran de décembre 2005 à août 2006. Il a souvent été mis en cellule d'isolement et maltraité de multiples façons. Il a été relâché après le versement d'une caution fixée à 83.000 Livres Sterling (équivalent à 125 années de salaires) et son « procès » a débuté le 24 février 2007.

De nombreuses autres luttes se sont déroulées durant des trois dernières années. En de multiples occasions les travailleurs ont rejoint dans leur combat d'autres secteurs de la société, en particulier les étudiants. Dans les régions kurdes, la population de villes entières ont défié le gouvernement par leur soutien aux travailleurs et aux militants syndicaux. Les luttes des travailleurs et les discussions et sur la façon de les développer ont maintenant conduit à la formation d'un **Conseil de Coopération des organisations Ouvrières et des Militants**. Ce conseil ambitionne de créer un large regroupement d'unité d'action des travailleurs.

De plus, les femmes, la jeunesse sans emploi, les étudiants et aussi des minorités nationales ont été engagés dans leur propre combat contre la déchéance et les injustices que le gouvernement leur a imposé. L'objectif de la campagne « **Les travailleurs iraniens ne sont pas seuls !** » à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai 2007 est d'exiger que les points suivants soient satisfaits :

1. Satisfaire les revendications de tous les travailleurs, incluant le droit de faire grève, de constituer leurs propres organisations ouvrières indépendantes, la liberté d'expression et de réunion ;
2. Un point final aux agressions physiques, arrestations, assassinats et tortures de travailleurs dans les usines et dans les quartiers ouvriers ;
3. La libération inconditionnelle de tous les prisonniers politiques et l'abandon de toutes charges pesant sur Mansour Ossalou, sur toutes les femmes, tous les enseignants et étudiants détenus depuis les récentes manifestations.

**Nous appelons les syndicalistes et militants ouvriers du monde entier à soutenir les luttes des enseignants de Téhéran et des conducteurs de bus ainsi que la journée d'action « Les travailleurs iraniens ne sont pas seuls ! » le 1<sup>er</sup> mai. Ce sera un jour d'action en défense de tous les travailleurs iraniens aussi bien que de ceux qui soutiennent le mouvement ouvrier.**

Le nouveau mouvement ouvrier iranien est face à un tournant crucial : avec votre soutien nous pouvons l'aider à aller de l'avant dans la reconquête de ses acquis.

**Libération de tous les militants ouvriers emprisonnés en Iran !  
Vive le front uni des travailleurs iraniens !  
Vive la solidarité internationale !**

Réseau de Solidarité des Travailleurs Iraniens,  
Comité d'Action des Travailleurs (Iran),  
19 mars 2007

## DÉCLARATION

### La LIT-QI et le CITO se réunifient

*Séparés depuis plus de dix ans, la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (LIT-QI), et le Centre International du Trotskisme Orthodoxe (CITO) ont décidé de se réunifier, lors du prochain congrès mondial de la LIT (QI) qui aura lieu en mars 2008. Aussi, dans les pays où ces deux organisations ont des groupes, le processus de réunification a déjà commencé dans les faits, par un travail commun et fraternel.*

Cette décision est le résultat de plus de trois ans de discussions, de réunions, de lignes politiques communes sur les principaux faits de la lutte des classes, et d'action politique commune là où les deux organisations ont des partis. Cela a été un processus franc et loyal, au cours duquel les désaccords ont été ouvertement posés, toujours à la recherche d'un programme et des politiques communes pour aller vers la construction d'une organisation internationale ; une organisation qui nous permette d'avancer vers la solution du principal problème des travailleurs et de l'humanité : une direction révolutionnaire permettant de détruire le capitalisme impérialiste et de démarquer la construction du socialisme avec démocratie ouvrière.

Les accords nous unissant sont ces mêmes principes de base qui ont été remis en question, voire abandonnés, par tant d'organisations soi-disant révolutionnaires et trotskistes. Ces dernières ont en effet succombé à l'énorme vague d'opportunisme née de la restauration capitaliste dans les anciens états ouvriers bureaucratisés (faussement appelés socialistes), et de la destruction de l'énorme appareil staliniste mondial ; appareil que, de Moscou, contrôlait le parti communiste de l'ex URSS. Ces accords sont les suivants :

- Le capitalisme impérialiste est le pire ennemi des travailleurs et des peuples du monde. Les impérialismes nord-américain, européen et japonais, malgré leurs différences, s'unissent pour exploiter et opprimer la classe ouvrière et les peuples de la planète, y compris dans leurs propres pays.
- Nous sommes pour la révolution socialiste mondiale. Il n'y a pas de révolution socialiste si les usines, la banque et le commerce ne sont pas expropriés aux capitalistes (nationaux et étrangers) et passés aux mains des travailleurs. Il faut établir un Gouvernement Ouvrier, Paysan et Populaire, c'est-à-dire une dictature Révolutionnaire du Proletariat fonctionnant sur la démocratie ouvrière, conformément au régime instauré par le Parti Bolchevique de Lénine et Trotski de 1917 à 1924 -années épiques de la grande Révolution Russe-, le plus démocratique que l'humanité ait jamais connu.
- Nous sommes pour mener, dans tous les pays de la planète, dans toutes les organisations ouvrières et populaires, une lutte intransigeante pour la conquête et la défense de la démocratie ouvrière : c'est la raison d'être du trotskisme et ce, depuis l'époque de l'Opposition de Gauche en URSS, courant implacablement persécuté par le régime bureaucratique stalinien qui s'est substitué à la démocratie des soviets. La lutte pour la démocratie ouvrière implique une bataille sans merci contre les bureaucraties syndicales et politiques qui gouvernent, avec des méthodes de gangsters, les organisations de masse de la classe ouvrière et qui empêchent les travailleurs de discuter ouvertement, en assemblées, des tâches et politiques à mettre en œuvre contre l'exploitation capitaliste. La lutte pour la démocratie ouvrière signifie, en définitive, une bataille pour que la classe ouvrière et ses méthodes se placent de nouveau à la tête de tous les exploités dans la lutte contre l'impérialisme et ses alliés directs et indirects, ces derniers étant l'obstacle à l'instauration du socialisme, en lieu et place du capitalisme ; le socialisme, tel que conçu par Marx et mis en pratique par le Parti Bolchevique au cours des premières années de la Révolution Russe. La lutte pour la démocratie ouvrière signifie, en même temps, le combat idéologique et politique le plus intransigeant contre toutes les expressions de la démocratie bourgeoise ; ce régime qui, par le biais de son parlementarisme formel, détourne les travailleurs de leur lutte contre le capitalisme impérialiste, les maintenant sous la domination de leurs ennemis de classe.
- Nous nous opposons aux gouvernements de front populaire, tels ceux de Lula, Evo Morales et Tabaré Vázquez qui, tous, sont des gouvernements bourgeois appliquant les plans de l'impérialisme et des bourgeoisies nationales. Nous nous opposons, également, aux gouvernements nationalistes bourgeois, tels ceux de Chavez au Venezuela, Correa en Equateur, et Ortega au Nicaragua qui, tous, déguisés en opposants de l'impérialisme, et se prétendant les « socialistes du XXI<sup>ème</sup> siècle », ont pour seuls objectifs de préserver l'exploitation capitaliste et détourner

la mobilisation de la classe ouvrière et les masses laborieuses. Dans la lutte contre ces gouvernements, nous combattons la politique de toutes ces organisations qui se réclament du mouvement ouvrier mais qui, capitulant dans les faits, se placent du côté de la bourgeoisie. Nous combattons par conséquent la politique de la social-démocratie et celle de leurs soutiens, les vieux partis communistes stalinistes. Nous combattons également les courants qui, comme le mandélisme (Secrétariat Unifié de la QI) et le lambertisme, ont rompu avec la tradition léniniste et trotskiste dès lors qu'ils ont intégré le gouvernement bourgeois de Lula.

- La classe ouvrière est le protagoniste de la révolution socialiste ; sa tâche, faire des paysans et du peuple travailleur ses alliés. Pour nous, ces deux mots d'ordre des fondateurs de la Première Internationale restent d'une totale actualité : «L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ! » ; « Travailleurs de tous les pays, unissez-vous ! ».
- Pour accomplir de telles tâches, il faut construire un Parti Mondial de la Révolution ; un parti qui devra : fonctionner avec centralisme démocratique ; mettre la classe ouvrière au centre de son action ; avoir comme raison d'être la lutte pour le pouvoir -tant dans chaque pays qu'à l'échelle de la planète- afin que l'Etat passe sous le contrôle de la classe ouvrière ; faire de la théorie révolutionnaire un des principaux outils de définition du programme et des mots d'ordre. Autrement dit : un parti léniniste de combat qui briguera la direction des travailleurs et qui s'opposera aux ainsi dits « partis anti-capitalistes » ; lesquels partis, sous leur verbiage « socialiste », occultent leur véritable volonté de renoncer à la lutte de classe ouverte contre les gouvernements bourgeois et l'impérialisme.

Nous sommes pour la défaite militaire des armées d'occupation en Irak et pour la victoire de la résistance du peuple irakien. Nous nous plaçons du côté de ceux qui sont pour la

défaite militaire des forces de l'ONU, et pour la victoire de la résistance populaire en Afghanistan. Quant aux troupes des ONU et OTAN (en fait, des troupes impérialistes), nous exigeons leur retrait immédiat du Kosovo, d'Haïti et de tous les pays où elles interviennent sous prétexte de raisons «humanitaires».

Nous appelons les travailleurs et les peuples du Venezuela, du Brésil, de Bolivie, d'Uruguay, d'Equateur, du Nicaragua et d'Argentine à se débarrasser de toute illusion vis-à-vis de leurs gouvernements respectifs, et à se mobiliser pour s'opposer aux plans des mêmes. Ils sont, tous, des gouvernements bourgeois qu'il faudra vaincre pour en finir avec l'exploitation capitaliste.

Nous appelons la classe ouvrière à garder une totale indépendance vis-à-vis des états, gouvernements et partis de la bourgeoisie, et à construire son propre instrument politique : le Parti Révolutionnaire International.

Pour tout ce qui précède, nous adressons un appel urgent à tous les partis et groupes révolutionnaires -trotskistes ou non- qui seraient d'accord avec ces principes de base et la politique qui en découle, à unifier nos forces dans la tâche de reconstruction de la Quatrième Internationale fondée par Trotski en 1938, comme riposte à la dégénérescence staliniste, cette dernière ayant enfin débouché sur la restauration capitaliste dans l'URSS et dans tous les autres états ouvriers, y compris la Chine. Nous les appelons à construire, ensemble, un Parti Mondial doté d'un programme révolutionnaire, fonctionnant avec centralisme démocratique et ayant pour objectifs la destruction du capitalisme impérialiste et la construction d'une société socialiste.

La réunification de la LIT (QI) et du CITO constitue un premier pas dans ce sens, dans la mesure où cette réunification fait partie de la reconstruction de la LIT, celle fondée par Nahuel Moreno dans le but de reconstruire la Quatrième Internationale.

São Paulo, le 12 mars 2007



## A noter



**Avec la Ligue Communiste des  
Travailleurs (LCT) :**



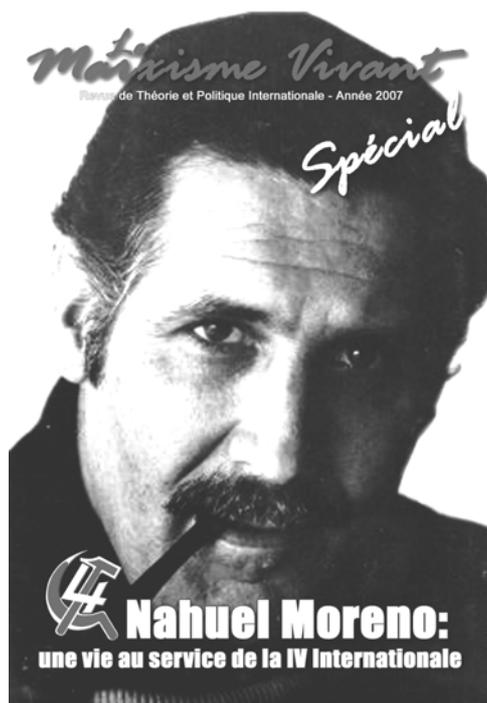
**AUCUNE CONFIANCE DANS LES PROMESSES ÉLECTORALES DES PARTIS POLITIQUES !  
RÉGULARISATION MAINTENANT !**

**POUR UNE ACTION COLLECTIVE DE LUTTE  
DE TOUS LES SANS-PAPIERS, QUELLE QUE SOIT LEUR SITUATION !**

**PAR LA MOBILISATION UNITAIRE ET SOLIDAIRE DE TOUS LES TRAVAILLEURS,  
AVEC OU SANS EMPLOI, AVEC OU SANS PAPIERS,  
EXIGEONS LA RÉGULARISATION DE TOUS LES SANS-PAPIERS !**

## Le Marxisme Vivant

Revue de théorie et politique internationale



### NUMÉRO SPÉCIAL

*Vingt ans depuis la mort de Nahuel Moreno*

- I - La conception trotskyste de l'Internationale
- II - Thèses internationales
- III - L'histoire de notre courant jusqu'à la fondation de la LIT-QI
- IV - La Fondation de la LIT-QI
- V - L'actualité de la IV<sup>ème</sup> Internationale

Demander ce numéro à nos militants !  
Vous pouvez aussi retrouver les anciens numéros de la revue sur

[www.marxismovivo.org](http://www.marxismovivo.org)



Ce vendredi 6 avril, après un interminable procès au Tribunal du Travail, **Maria Vindevoghel** a finalement obtenu gain de cause : Flightcare a eu tort de lui refuser l'accès à l'aéroport depuis le 15 juillet 2005 et de la licencier. L'entreprise doit la réintégrer. Selon Maria, « *ce jugement est important, pas seulement pour moi. Nous avons voulu mener ici un combat de principe pour le droit au travail syndical. C'est aussi un soutien à Corg Kirlangic, contre qui une procédure est également en cours, et à tous les délégués de l'aéroport, afin de poursuivre la lutte contre la flexibilité et pour des contrats définitifs.* »

L'autre délégué, qui a repris la lutte de Maria au sein de l'entreprise est poursuivi à son tour. Et le combat pour la réintégration de *Corg Kirlangic* continue. D'autre part, Flightcare va en cassation, et ce n'est que la mobilisation soutenue qui peut finalement lui barrer le chemin.

Un enjeu à plus long terme est le combat pour faire respecter la loi par les entrepreneurs. Ils doivent être *personnellement responsables sur le plan pénal* pour la réintégration, sans possibilité de s'en sortir avec une « amende » sans beaucoup d'incidence sur les plantureux bénéfices de la Société.

**Responsabilité pénale des patrons concernant les lois du travail,  
pour toutes les personnes engagées directement ou indirectement  
(par sous-traitance) dans leurs entreprises !**

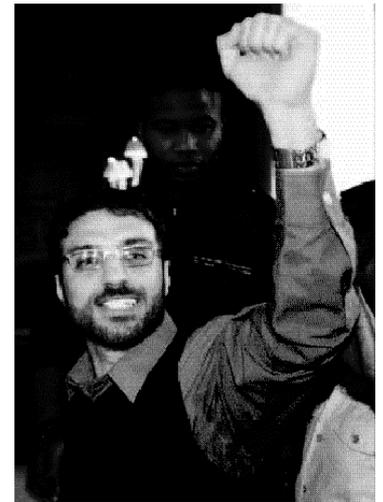
---

Le 7 novembre 2006, **Bahar Kimyongür**, Musa Asoglu, Dursun Karatas et quatre autres militants ont été condamnés à Gand à de lourdes peines de prison, allant jusqu'à sept ans, pour leur combat contre le régime antidémocratique et les sévices infligés aux prisonniers politiques en Turquie. Ils ont été condamnés sur la base d'une loi « antiterroriste », mise en chantier au niveau européen à peine quelques jours après les attentats du 11 septembre 2001 et que le Parlement belge a transposé sans discussion en loi nationale le 11 décembre 2003, à la quasi-unanimité. Cette condamnation recèle clairement une complicité de la Belgique avec le régime turque - lui, bien terroriste.

Ce jeudi 19 avril, la cour de cassation a cassé le jugement (faute de droit à un tribunal équitable, à raison de la délégation spéciale du juge Troch à la présidence du tribunal de Bruges) et les militants ont été libérés.

C'est une première victoire, mais la lutte continue. Le procès reprendra à la cour d'Anvers (délai d'un an) et la mobilisation doit continuer pour obtenir l'acquiescement définitif.

D'autre part, comme disait Bahar à la sortie de la salle d'audience, la lutte doit continuer pour l'abrogation des lois « antiterroristes », attentatoires aux libertés fondamentales.



**Non au terrorisme d'Etat : ni en Turquie ni ailleurs !  
Abolition des lois liberticides !**

---

Ces dernières semaines les arrestations de « sans-papiers » se sont multipliées. Partout en Belgique, le scénario est le même : sous le prétexte de lutte contre la fraude fiscale ou de « simple » contrôle d'identité, la police emmène hommes, femmes et enfants dans des centres fermés. A Bruxelles, deux militantes de l'Union de Défense des Sans Papiers (UDEP) ont été arrêtées alors qu'elles se rendaient au travail. Des centres fermés, une partie sera expulsée, une autre sera libérée, mais le gouvernement violet entend par là maintenir un climat de terreur, un régime répressif particulier pour ces sans droits. Cette politique fait partie intégrante de la réforme de 2000 qui est entrée en application cet automne 2006, ce qui nous laisse présager qu'il est, dès maintenant, d'autant plus important de se **mobiliser** contre elle et pour la **libération de nos camarades de lutte détenus**, comme premier pas pour construire le rapport de force, ainsi que pour l'arrêt des expulsions et la suppression des centres fermés. Nous exigeons ce que les sans-papiers ne cessent de réclamer :

**Libérez tous les prisonniers, régularisez tous les sans papiers !**

# Libérez *tous* les prisonniers politiques !

---